

# RÉFORME DES RETRAITES ET INÉGALITÉS

LA RÉFORME DES RETRAITES vise à faire passer l'âge du départ en retraite de 62 à 64 ans et à faire passer la durée de cotisation de 42 à 43 ans. En 2020, l'espérance de vie sans incapacité était de 65,9 ans pour les femmes et de 64,4 ans pour les hommes : une demi-année de retraite en bonne santé pour les hommes après la réforme, ça laisse pensif... D'autant qu'avec l'âge d'entrée sur le « marché du travail » qui recule et la multiplication des carrières discontinues, qui pourra encore prétendre à une retraite à taux plein en 2027 ?

EST-CE POUR AUTANT une réforme inévitable comme le suggère le gouvernement, qui va jusqu'à prétendre mener une politique courageuse visant à sauver le système des retraites, quitte à faire passer en force une mesure contre l'avis du peuple qu'il est censé représenter ? Certainement pas ! Dans la mesure où le gouvernement pourrait faire le choix d'augmenter la part des cotisations dans les salaires, et en même temps empêcher qu'une part si importante de la valeur produite échappe au travailleurs

pour finir dans les poches des actionnaires. C'est plus du tiers des bénéfices moyens des entreprises qui sont ainsi captés chaque année. Pour rappel, au niveau européen en 2022, les dividendes distribués aux actionnaires ont augmenté de 23% pour atteindre 382 milliards d'euros !

AU LIEU DE ÇA, la réforme actuelle exacerber les inégalités : ceux qui ont les moyens de se passer d'une retraite à taux plein (parce qu'ils sont propriétaires de leur appartement, parce qu'ils sont des héritiers...), pourront arrêter de travailler lorsque leur travail deviendra trop pénible. Et les autres ?

MAIS PAR AILLEURS, ces inégalités qui sont exacerbées au niveau national ne doivent pas masquer les inégalités au niveau international : le montant des retraites en France était de 332 milliards d'euros en 2020 pour 16,9 millions de retraités, à comparer au PIB du Pakistan (320,1 milliards d'euros en 2021, pour 231,4 millions d'habitants), ou à la fortune de Bernard Arnault : 213 milliards d'euros.

## UNE AG DE LUTTE CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES

On ne vous refait pas ici un topo sur la macronie ambiante (dix 49.3, casse des services publics, précarisation, cadeaux aux riches, politique ultralibérale, militarisation...).

- Si comme nous vous avez été frustrés qu'il ne se passe rien en manif à part qu'« on est nombreux » et que vous pensez que Macron n'en a rien à foutre tant qu'il n'y a pas de conflictualité ;
- Si comme nous vous pensez qu'il n'y a pas que la loi sur les retraites, mais un empilement accéléré de mesures, qui est une politique de guerre contre les pauvres ;
- Si comme nous vous pensez que les manif ne sont pas qu'un endroit pour parler à ses camarades mais un lieu de débats, de regroupement, de lien autres qu'affinitaires afin de créer un réel rapport de force collectif ;
- Si comme nous vous pensez que les retraites ou la hausse des prix des denrées et de l'électricité ne concernent pas que les syndicats ;
- Si comme nous vous pensez qu'il faut faire plusieurs jours d'affilée de grève, de manifestations et de blocages, et non une journée tous les 15 jours...

**ALORS VENEZ PARTICIPER À L'AG DE LUTTE  
APRÈS LA MANIFESTATION DU 31 JANVIER,  
À L'ANNEAU DE VITESSE DE GRENOBLE.**

<https://collectifruptures.wordpress.com>

[contact-ruptures@riseup.net](mailto:contact-ruptures@riseup.net)

# La nouvelle vague

propagée par le collectif Ruptures

janvier 2023 - numéro 8

## ÉDITORIAL

Notre collectif cherche à ne pas opposer « fin du monde » et « fin du mois ». Pour le dire autrement, nous voulons lier les problématiques environnementales et sociales, sans oublier la question sanitaire ou la question du pouvoir.

Les dernières années ont eu comme un goût de « fin du monde » - toutes proportions gardées, bien sûr. Qu'on regarde l'impact du dérèglement climatique (sécheresse, canicule, fonte des glaciers...), la crise sanitaire (elle-même liée à la dégradation de la biodiversité) ou bien les réponses de l'État à ces différentes situations (entre répression et opérations de communication...), on peut avoir facilement l'impression de vivre dans une dystopie, un univers de science-fiction un peu glauque.

Pendant ce temps, le gouvernement Macron continue ses attaques contre le système de répartition des richesses. Et quelles que soient les imperfections de celui-ci, il est clair que les réformes en cours vont à la fois compliquer les fins de mois, et nous rapprocher de la « fin du monde ».

C'est pourquoi nous serons dans la rue mardi 31 janvier ! Nous y défendrons la position suivante : en même temps qu'on lutte contre l'accroissement des inégalités et la privatisation des richesses, il faut se battre contre ce monde de gadgets technologiques et ce mode de vie qui détruit la planète.

Les questions sociales et écologiques doivent se rencontrer, c'est ce que nous essayons de proposer dans ce numéro.

Ruptures,  
le 23 janvier 2023

## 336 LITRES PAR SECONDE

### ENTRETIEN AVEC LE COLLECTIF STOP MICRO

Bonjour, le collectif STop Micro ! Pouvez-vous nous raconter ce qui s'est passé mercredi 14 décembre devant la Régie des Eaux de Grenoble ?

Bonjour ! Nous avons appelé ce jour-là à un rassemblement devant la Régie des eaux de Grenoble pour dénoncer les nuisances que les industries locales de microélectronique, en particulier ST Microelectronics et Soitec, génèrent avec la bénédiction des institutions publiques. Avec notre cri d'appel : « De l'eau, pas des puces ! », c'est surtout contre la dilapidation de quantités monstrueuses d'eau potable que nous avons voulu alerter.

Le 14 décembre devant la Régie des eaux (fermée pour l'occasion), se tenait fièrement une montagne de bouteilles d'eau qui symbolisait la consommation en eau potable cumulée de ST Microelectronics et Soitec à l'horizon 2023-2024 : 336 litres par seconde. Ce qui représente aussi 700-000 douches par jour. Et tout autour sur la place, nous avons préparé des banderoles, des jeux explicatifs et des brochures pour éveiller les consciences sur ce sujet, de plus en plus crucial à mesure des annonces des sécheresses à venir. Une soixantaine de personnes ont bravé la neige et le froid pour venir se renseigner, partager, discuter, et parler aux passant·es.

Cet événement était un simple rassemblement citoyen d'échange d'informations, très convivial. Mais il faut préciser que la police a cru bon d'y

(suite page 2)

envoyer deux fourgons afin d'égayer l'ambiance et de nous filmer. Les policiers paraissaient s'ennuyer sur leurs smartphones, et se sont amusés à coller par voie postale une amende de 135€ pour débarras encombrant à la seule personne dont ils connaissaient le nom. Ces tentatives d'intimidation nous ont convaincu de la nécessité d'amplifier le combat.

*Les entreprises contre lesquelles vous vous mobilisez utilisent de l'eau potable pour fabriquer des puces électroniques, c'est ça ?*

Exactement. L'entreprise ST Microelectronics est spécialisée dans la production de puces électroniques, composant de base de tout système électronique, et donc numérique. Implanté depuis 1992 à Crolles, ce mastodonte emploie 5000 personnes, ce qui en fait l'une des plus grosses entreprises de la région. Les dégâts écologiques provoqués par ST Microelectronics et ses voisins crollois de la micro-électronique comme Soitec ne datent pas d'hier. Mais l'urgence a pris une autre dimension lorsque le gouvernement a annoncé cet été, en pleine sécheresse, soutenir à grand renfort d'argent public l'extension du site industriel, qui s'accompagnera d'une expansion de sa consommation et de ses nuisances. Si les sécheresses se reproduisent, ce qui est probable, irons-nous jusqu'à la situation de Taïwan cet été, qui coupait le robinet deux jours par semaine à sa population pour assurer le fonctionnement de TSMC, le leader mondial des semi-conducteurs, approvisionné à coup de camion citernes ?

*Où, ça laisse songeur... Mais est-ce que ce que les nuisances de ST Microelectronics et Soitec se limitent à la surconsommation d'eau ?*

Bien sûr que non ! La dilapidation de toute cette eau s'accompagnera d'une gigantesque consommation d'électricité : quasiment l'équivalent de la population grenobloise : la consommation de 139 000 personnes ! À l'heure où le maire de Grenoble envoie à tous ses habitants une lettre pour les inciter à réduire leur utilisation d'électricité, celle de l'usine de ST Microelectronics augmente chaque année. Devant les restrictions énergétiques attendues, les industries bénéficieront-elles du même traitement privilégié que pour leur eau ? Le fonctionnement de l'usine dépend aussi d'une

vaste flopée de produits toxiques, dont une partie est rejetée dans l'air, une autre déversée dans le réseau communal. Ce sont plus de 20 000 tonnes de produits chimiques consommés par an, parmi lesquels certains extrêmement dangereux : ammoniac, chlore, hexafluorure. Toutes ces cochonneries ont permis à ST Microelectronics d'être classé site Seveso seuil haut. Outre le danger sanitaire permanent que cela représente, on se doute bien que les rejets de ces super-pollueurs ne font pas du bien au Grésivaudan. C'est à cause de tous ces produits chimiques que la super eau potable nécessaire à la production de puces, au sortir de l'usine... n'est plus potable. Cette toxicité se retrouve aussi dans les milliers de tonnes de déchets que génère l'usine chaque année. Parmi les déchets « non dangereux » (boues de traitement, métaux), des centaines de tonnes sont enfouies, et parmi les déchets dangereux (acide, solvants), quelques centaines de tonnes sont incinérées. Le reste est recyclé : à quel coût, énergétique, chimique ? Mais ce serait réducteur de s'arrêter là, car on retrouve des nuisances à tous les bouts de la chaîne des puces électroniques. D'abord, leur fabrication nécessite une extraction de minéraux, tel que le silicium, qui dévaste l'environnement et les travailleurs à l'autre bout de la planète. Pour finir, les déchets électroniques sont abandonnés dans des décharges à ciel ouvert qui polluent encore d'autres environnements lointains.

Et puis, en allant plus loin on pourrait aussi parler des transformations sociales qu'induisent l'implantation de ces usines. La vallée du Grésivaudan était autrefois une vallée particulièrement fertile, et bonne pour le maraîchage. Aujourd'hui, la ville de Crolles n'est plus que la cité-travail de milliers de salariés qui viennent pour bosser dans les usines de ST, créant un trafic routier monstrueux et faisant de la ville un village fantôme. Et puis il y a tout ce qui est fait en amont et en aval pour venir supporter ou s'adapter à l'activité des industriels. La Régie des eaux de Grenoble par exemple, qui réalise des travaux de 50 millions d'euros pour venir renforcer les réseaux d'adduction afin de faire face à l'augmentation de la consommation en eau des usines. Niveau conditions de travail, ça ne fait pas rêver non plus... Objectifs inatteignables, intensification de la production, environnement de travail ultra-confiné des salles blanches... Des emplois certes, mais lesquels ?

*Le slogan de ST Microelectronics est « life.augmented ». Il nous semble que vous vous posez en opposition à cette « vie augmentée »...*

Le monde que les puces de ST Microelectronics approvisionnent, c'est principalement celui des voitures automatiques, des capteurs connectés et des usines robotisées. Voilà l'augmentation mentionnée dans le slogan : celle de la digitalisation agressive de nos vies. Qui permet de réduire l'enseignement à des vidéos en ligne, une part de l'activité médicale à la collecte de données numériques, notre perception du monde à des tableaux Excel et des graphiques quantifiés, les guichets humains à des automates de vente. Et aussi, un accroissement de la puissance de surveillance numérique, comme le ciblage publicitaire et la reconnaissance faciale. Et enfin, la conversion d'activités autonomes à des processus formels et automatiques. Pour nous, ces perspectives vont de pair avec la réduction de nos liens sensibles au réel, ce qui vit, et avec une dépossession de nos capacités propres à agir avec lui. C'est la promesse d'une vie réduite à un fonctionnement machinal.

Opposées ou non, les concernées n'ont aucun pouvoir de décision sur l'expansion du numérique ou les nuisances de ces usines. Ce pouvoir n'appartient qu'aux principaux concentrateurs de capitaux que sont l'État et les grandes entreprises. Ces derniers temps, l'État décide de déverser des sommes astronomiques dans le secteur de la microélectronique, par exemple via les « plans nano » qui engraisent annuellement la recherche et le développement des nanotechnologies d'un bon milliard d'euros d'argent public. En outre, le projet d'extension de l'usine de ST Microelectronics a reçu cette année une aide supplémentaire de l'État de 2,3 milliards d'euros, les 3 milliards restants provenant d'investissements privés.

Le débat ne se réduit pas à ces deux usines, mais à tout l'écosystème technologique grenoblois, un modèle historique pour allier en symbiose la recherche et l'industrie. Les recherches publiques en nanotechnologies, parfois en lien direct avec les entreprises, sont menées par un bataillon d'instituts et de laboratoires grenoblois. Il y a le CEA, l'Inria, l'UGA, Minatoc...

En bref, nous posons la question : est-ce la vie que nous souhaitons ? Cette gestion opaque de nos ressources en eau est-elle sensée ? Les investissements devraient-ils être guidés dans ces emplois-là ? Nous aimerions un réel pouvoir démocratique sur ces questions.

Cependant, nous ne sommes pas dupes : la production de semi-conducteurs est considérée comme un atout stratégique par le gouvernement, et prioritaire pour son « économie de guerre ». De plus, il s'aligne sur les directives européennes qui projettent d'atteindre les 20 % de production (loin des 8 % actuels) du marché mondial de ce secteur en pleine croissance. Freiner cette expansion intrusive des technologies numériques et de leurs nuisances, est une initiative qui va clairement à l'encontre de la puissance nationale et des intérêts des industries qui en profitent. Une longue résistance sera nécessaire pour en venir à bout.

*Quelle est la prochaine étape de la mobilisation ?*

A l'occasion de la Journée Mondiale de l'eau, nous organisons un rassemblement à Crolles le 1er avril prochain. Ce sera un rassemblement festif qu'on espère le plus massif possible : notez la date dès maintenant !

D'ici là, nous allons informer un maximum sur ces entreprises mortifères. Nous prévoyons de distribuer des tracts et d'organiser plusieurs réunions publiques dans le Grésivaudan et à Crolles, pour sensibiliser à ce sujet, discuter et appeler au rassemblement. Nous espérons compter sur la créativité et la motivation de tout le monde pour rejoindre le mouvement ! Si vous avez envie de venir tracter avec nous, si vous avez des idées à proposer pour le 1er avril ou tout autre sujet, n'hésitez pas à nous contacter à l'adresse mail [stopmicro@riseup.net](mailto:stopmicro@riseup.net). Nous encourageons toutes les personnes qui veulent se battre contre le réchauffement climatique, toutes celles qui pensent que canicules et sécheresses ne sont pas une fatalité, toutes celles qui sont opposées à l'accaparement des biens publics par de grandes entreprises à nous rejoindre !

*Propos recueillis en janvier 2023.*

**Pour aller plus loin :** le blog du collectif STop Micro <https://stopmicro38.noblogs.org> relaye les textes du collectif, les articles de presse sur la mobilisation, ainsi que des enquêtes sur les nuisances des industries de semi-conducteurs.